



ÉVALUATION DES MODULES « DIAGNOSTIC TERRITORIAL PARTAGÉ » ORGANISÉS PAR L'INSTITUT D'ECO-PÉDAGOGIE

Souhaitant apprécier l'impact à moyen terme des formations courtes consacrées au diagnostic territorial partagé, l'IEP a mené une enquête auprès des personnes ayant participé à l'un des modules suivants : 4 jours à Namur fin 2016 (9 participants - 8 structures représentées : 5 centres culturels, 1 groupe d'action locale, 2 écoconseillers), 4 jours à Bruxelles en décembre 2017, à la demande du Service de la Lecture publique de la Fédération Wallonie Bruxelles (6 participants – 6 structures représentées) et 2 jours à Bruxelles en décembre également, à la demande de la Coordination des centres culturels de la Région Bruxelles-Capitale (25 participants – 11 structures représentées).

Méthodologie

Un questionnaire comportant des questions fermées et des questions ouvertes a été envoyé à chaque personne par mail, fin novembre 2018. Trois rappels par téléphone et par mail ont permis d'atteindre le nombre de 9 répondants sur 40 personnes sollicitées. Il faut signaler qu'au moment de l'enquête, plusieurs personnes étaient absentes pour cause de maladie de longue durée, une personne est retraitée, une personne a changé d'emploi, 3 personnes étaient en congé et 8 tentatives de contacts téléphoniques n'ont jamais abouti. Il faut aussi signaler que lorsque plusieurs personnes d'une même structure ont participé à la formation, une réponse commune a été envoyée. Nous avons donc 8 structures qui ont répondu à l'enquête sur les 25 structures représentées, soit 32% de l'échantillon.

Résultats

Sur les huit structures qui ont répondu à l'enquête, six ont eu l'occasion de réaliser un diagnostic partagé sur leur territoire. Deux des six structures ont fait appel à un partenaire extérieur pour le mener à bien, tandis que les quatre autres ont mis au point la méthodologie et l'ont réalisé elles-mêmes. Sur les deux structures résiduelles, un centre culturel a néanmoins réalisé un diagnostic afin de nourrir la construction de son programme, mais faute de temps et de support logistique, la direction n'a pas souhaité s'engager dans un processus de diagnostic « partagé ».

Les deux structures qui ont fait appel à un partenaire extérieur disent s'être fortement appuyées sur les notions acquises en formation afin d'établir le cahier des charges.

Quant aux quatre structures qui ont réalisé un diagnostic partagé elles-mêmes, à la question de savoir quels ont été les principaux apports de la formation, c'est la compréhension de l'intérêt de réaliser un diagnostic territorial partagé qui vient en tête du classement, assortie d'une compréhension plus profonde la participation citoyenne. Le développement de leur esprit critique et une meilleure compréhension des enjeux territoriaux en situant mieux leur action dans un cadre plus large grâce à la grille de lecture « intelligence commune du territoire » sont également pointés comme apports majeurs.



Plusieurs participants soulignent aussi qu'ils ont intégré l'idée que leur ancrage personnel dans le territoire était important. À cet égard, une participante témoigne :

« Je tiens tout de même à dire que cette formation m'a beaucoup marquée, je l'ai vraiment appréciée et depuis, lorsque je me promène dans les rues, j'observe beaucoup plus l'architecture, les détails qui m'entourent. Cela a vraiment éveillé mon regard sur mon environnement. J'ai adoré les exercices pratiques, notamment celui sur le photolangage et le parcours avec les yeux bandés. C'était très convivial et j'ai adoré l'ambiance qui régnait dans le groupe » (Céline Capouillez – centre culturel de Rixensart).

La formation leur aurait également permis de développer leur créativité pédagogique :

« Chouettes idées en termes de dispositifs pour faire du diagnostic. Très chouettes idées pour notre projet futur » (Roch Van Copenolle, centre culturel La Villa).

« J'ai trouvé la formation très intéressante, j'ai particulièrement apprécié les approches ludiques. J'aimerais explorer ces outils dans le cadre d'un projet avec une école » (Michel Gelinne, centre culturel La Vennerie).

« Je trouve que ce sont de bons outils, très inspirants, que je compte exploiter d'une manière ou d'une autre dans les prochaines années » (Philippe Maréchal, centre culturel d'Engis).

Certains outils, plus faciles à mettre en œuvre, ont été repris et adaptés (carte subjective/sensible, jeu de cartes des enjeux, photolangage) :

« J'ai repris l'outil de la carte subjective, en demandant aux personnes interrogées de marquer sur un plan le point « noir » et le point « positif ». Cela nous a permis de mettre en exergue les enjeux et de mettre en place un projet artistique en reprenant des témoignages entendus lors de ces interrogations auprès de la population ».

Concernant les outils tels que l'hyperpaysage ou la maquette, ils sont considérés comme intéressants, mais exigent un temps plus conséquent pour être mis en place :

« Certains outils étaient très intéressants mais demandaient trop d'investissement. En effet, faisant partie d'une toute petite équipe ayant déjà beaucoup de pain sur la planche, il a été impossible de mettre en place des animations basées sur une maquette, un carnet de voyage ou encore un hyperpaysage » (Céline Capouillez, centre culturel de Rixensart).

« J'ai été assez emballée par les outils proposés et je voudrais les appliquer et les proposer sur mon territoire. Malheureusement, par manque de temps, cela n'a pas encore pu se faire avec les projets que j'avais en cours » (Véronique Gonthier, administration communale de La Hulpe).

Deux centres culturels avaient déjà mis en pratique des techniques de diagnostic territorial partagé, comme la cartographie subjective, l'arbre à rêves, le questionnaire classique, des interviews par un comédien, un débat au départ d'un film sur la transition, des expos photos ou un film sur le territoire, etc. Pour les membres de l'un d'entre eux, la formation ne les a pas inspirés outre mesure, tandis que pour l'autre, cela a renforcé sa conviction et sa vision à long terme du processus à mettre en place :

*« En fait, cette analyse avait déjà été pratiquement toute réalisée avant le suivi de la formation IEP. Si j'y ai participé, c'est pour les années futures au cours desquelles nous serons amenés à continuer cette analyse partagée qui doit théoriquement être continue (ou cyclique) parallèlement à la réalisation des opérations culturelles »
(Philippe Maréchal, centre culturel d'Engis).*

Conclusion

À l'évidence, l'urgence de devoir mettre en place un diagnostic territorial partagé pour construire un programme pluriannuel a déconcerté plus d'une structure, tandis que d'autres étaient déjà acquises à ce type de démarche et disposaient d'outils originaux et performants pour le faire.

L'importance de disposer d'outils alternatifs au questionnaire classique pour impliquer les citoyens du territoire et élargir le public visé dans la réalisation d'un diagnostic semble acquise pour tous les participants. La mise en perspective de cette démarche dans une vision plus large de dynamique territoriale qui exige un approfondissement de l'ancrage territorial de chacun rallie également les opinions.

Les méthodes ludiques d'éducation relative à l'environnement appropriées à la découverte du territoire dans une perspective à la fois positive et critique sont accueillies favorablement par le personnel des centres culturels, qui perçoivent directement comment ils peuvent se les approprier, y compris à d'autres fins que pour réaliser un diagnostic partagé. Par contre, même s'ils en reconnaissent la pertinence et l'intérêt, le personnel des bibliothèques et le personnel des administrations communales sont peu coutumiers des démarches pédagogiques originales s'inscrivant dans une dynamique d'éducation permanente et disposent de trop peu de temps pour les développer, ce qui explique pour partie le recours à des partenaires extérieurs.

Christine Partoune, avec l'appui de **Laura Laforge** pour la réalisation des enquêtes.